

*Article 21 du Règlement***LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES ENTREPRISES DU NORD DE L'ONTARIO**

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, ayant eu l'occasion au cours des dernières semaines de siéger à titre de représentant du nord de l'Ontario au comité législatif chargé d'étudier le projet de loi C-130, je me permets de signaler à la présidence et aux députés qui ne sont pas persuadés de la valeur de l'Accord de libre-échange ni de son importance pour des régions telles que le nord de l'Ontario, que le président de la Chambre de commerce du Canada, M. Roger Hamel, s'est prononcé fortement en faveur de cet accord qui sera avantageux pour les petites et moyennes entreprises du nord de l'Ontario, tout comme l'a fait l'industrie canadienne de la sidérurgie, qui est indispensable à l'économie du nord de l'Ontario, de ma circonscription et le secteur minier.

● (1410)

L'Institut C.D. Howe a déclaré que le Canada devrait continuer de préconiser un accord de libre-échange avec les États-Unis.

A entendre les propos négatifs des députés de l'opposition, il est évident qu'ils ne veulent aucunement préparer un bel avenir pour le Canada et les Canadiens. Ils souhaitent plutôt démolir quelque chose qui aura du bon pour nous tous.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**ON CRITIQUE LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT**

Mme Marion Dewar (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, on a dit toute la générosité du premier ministre (M. Mulroney) à l'endroit de sa circonscription natale de Manicouagan. Plus de 288 millions de dollars y ont été dépensés, ce qui vient confirmer ce que nous savons déjà des tactiques conservatrices. Lorsqu'une région est importante du point de vue électoral, elle peut être assurée de la générosité du premier ministre. Ce fut le cas pour Lac—Saint-Jean et ce l'est encore pour Manicouagan.

Mais qu'en est-il du reste du pays? Certaines régions ne sont pas aussi bien traitées. A Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse et dans l'intérieur de la Colombie-Britannique, on se bat contre un chômage élevé et les possibilités d'emploi sont trop rares. Que ne fait-on de cadeaux là-bas? Dans ma circonscription, Hamilton Mountain, de nombreux travailleurs âgés ont été mis à pied en janvier dernier et attendent toujours qu'un programme fédéral vienne les aider à tenir le coup jusqu'à la retraite. Mais comme ils n'habitent pas une circonscription importante pour les conservateurs, ils vont attendre encore longtemps.

Les conservateurs ont accentué les disparités régionales au Canada parce qu'ils ne voient que leurs intérêts et non ceux de tous les Canadiens.

L'AGRICULTURE**LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE POUR LES AGRICULTEURS DU SUD DE L'ONTARIO**

M. Jim Caldwell (Essex—Kent): Monsieur le Président, certaines régions de l'Ontario ont reçu suffisamment de pluie ces dernières semaines—il pleut d'ailleurs aujourd'hui à Ottawa—mais la sécheresse sévit toujours dans mon comté, Essex—Kent. Les températures au-dessus de la normale et le manque de pluie ont dévasté une bonne partie des récoltes hâtives; dans bien des cas, il a fallu les laisser de côté ou les enterrer à cause de leur mauvaise qualité.

Le maïs et le soya n'ont pas mûri convenablement et l'on s'attend à ce que le rendement baisse considérablement. Les fruits, notamment les pommes et les tomates, n'ont pas bien supporté la chaleur extrême et le manque de pluie.

Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a dit tout à l'heure qu'une aide serait accordée aux agriculteurs de l'Ontario.

Les agriculteurs de ma circonscription sont reconnaissants au gouvernement de l'aide qu'il leur a apportée dans le passé, mais ils ne veulent pas être oubliés sous prétexte que la situation s'améliore dans d'autres régions de la province. La sécheresse persiste dans l'extrême sud de l'Ontario et elle continue de dévaster les récoltes et de ruiner les agriculteurs.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES**LE DÉBAT SUR LE LIBRE-ÉCHANGE**

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, l'Accord de libre-échange Mulroney-Reagan est actuellement à l'étape du rapport à la Chambre des communes. Étant donné que l'Accord compromet sérieusement l'intégrité et la souveraineté de notre pays, il est absolument vital que les députés puissent discuter d'une série d'amendements proposée par le critique de notre parti en matière de commerce, amendements qui tentent de corriger une mesure qui transformera radicalement l'infrastructure du Canada.

Malheureusement, depuis les derniers jours, entre la menace du gouvernement d'imposer la clôture, ce qui mettrait prématurément un terme au débat et les tactiques dilatoires futiles du NPD, qui nuisent à la poursuite du débat, il est pratiquement impossible d'avoir une discussion franche et réfléchie à ce sujet.

Étant donné que le parti libéral est fermement opposé à ce marché, il ne craint pas un débat libre et approfondi; en fait, il le souhaite. En menaçant d'abrégier le débat, les conservateurs révèlent leurs tendances antidémocratiques, tout comme le NPD d'ailleurs, dont les tactiques dilatoires sont loin d'être démocratiques.

Les libéraux exigent non seulement que le gouvernement laisse la population décider, mais ils veulent aussi, toujours dans l'intérêt de la population, que les conservateurs et les néo-démocrates laissent les députés s'exprimer.